

Jean-Jacques BERTRAND

Expert-Comptable Diplômé

Inscrit au Tableau de l'Ordre
de la Région de Lyon Rhône-Alpes

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

865 Chemin des Lazaristes
01000 SAINT DENIS LES BOURG

Tél. 04.74.21.60.56
Télécopie : 04.74.21.43.37
Adresse e-mail : jbertrand@fecra.fr

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de 6 mois clos le 31 décembre 2022

Raison sociale : **AIN APPUI**

Forme juridique : **Association**

Siège social : **11, Rue Aristide Briand
01000 BOURG EN BRESSE**

SIREN : **915 028 468**

Sommaire :

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE DE 6 MOIS CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**
- **BILAN ACTIF**
- **BILAN PASSIF**
- **COMPTE DE RESULTAT**
- **ANNEXE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice de 6 mois clos le 31 décembre 2022**

A l'assemblée générale de l'Association AIN APPUI

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association AIN APPUI relatifs au premier exercice de 6 mois clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2022 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe des comptes annuels :

- la note 1 sur l'objet social ;
- la note 2 sur la nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées ;
- la note 3.1. sur les faits caractéristiques de l'exercice.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Dans un contexte complexe et évolutif, et en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que **les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les disponibilités et les fonds propres associatifs.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT MORAL DU PRESIDENT, DU RAPPORT FINANCIER DU TRESORIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION AIN APPUI.

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président, dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITÉ RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier et le bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Denis les Bourg, le 26 avril 2023



Jean-Jacques BERTRAND
Commissaire aux Comptes
Membre de la CRCC de Lyon

AIN APPUI

Actif		Au 31/12/2022		
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles			
	Frais d'établissement			
	Frais de recherche et développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	1 740	1 740	
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL	1 740	1 740	
	Immobilisations corporelles			
	Terrains			
	Constructions			
	Inst. techniques, mat. out. industriels	159 775	92 368	67 406
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL	159 775	92 368	67 406
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
	Immobilisations financières ⁽²⁾			
	Participations et créances rattachées			
	Autres titres immobilisés	152		152
	Prêts			
	Autres	4 600		4 600
	TOTAL	4 752		4 752
Total I		166 268	94 108	72 159
Actif circulant	Stocks et en cours			
	Créances ⁽³⁾			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 125		1 125
	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres	94 791		94 791
	TOTAL	95 916		95 916
	Divers			
	Valeurs mobilières de placement			
	Instruments de trésorerie			
	Disponibilités	1 462 099		1 462 099
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	7 232		7 232
Total II		1 565 248		1 565 248
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des emprunts IV				
Ecart de conversion Actif V				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 731 516	94 108	1 637 407
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			

J.-J. BERTRAND**Commissaire aux Comptes**

865 chemin des Lazaristes - CS 70040

01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

AIN APPUI

Passif		Au 31/12/2022	
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	89	
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	195 734	
	Réserves pour projet de l'entité	159 646	
	Autres		
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau	769 666	
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	335 417	
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-8 439	
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-81 596	
	Situation nette (sous-total)	1 116 697	
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	7 791	
	Provisions réglementées	42 786	
Total I		1 167 275	
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	8 538	
Total II		8 538	
Provisions	Provisions pour risques	17 989	
	Provisions pour charges		
Total III		17 989	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 949	
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	261 275	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	15 290	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	106 089	
Total IV		443 604	
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 637 407	
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Edité à partir de Loop V4.57.0

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

AIN APPUI

		Du 01/07/2022 Au 31/12/2022 6 mois	
Produits d'exploitation	Cotisations	8 730	
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	1 300	
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	1 125	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	907 837	
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	907 837	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières	0	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 579	
	Utilisations des fonds dédiés	12 080	
	Autres produits	6	
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	959 533	
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	228 972	
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	26 029	
	Salaires et traitements	610 992	
	Charges sociales	158 147	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 319	
	Dotations aux provisions	1 286	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 909	
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 042 656	
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-83 122	

Édité à partir de Loap V4.57.0

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
 865 chemin des Lazaristes - CS 70040
 01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

AIN APPUI

		Du 01/07/2022 Au 31/12/2022 6 mois	
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 455	
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 455	
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		3 455	
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-79 667	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	75 056 2 217	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	77 274	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 417	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	5 417	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		71 856	
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		629	
Total des produits (I + III + V)		1 040 263	
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 048 703	
EXCÉDENT OU DÉFICIT <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		-8 439 <i>-81 596</i>	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		5 205	
Total		5 205	
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole		5 205	
Total		5 205	



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
24 boulevard Jules Ferry
01005 Bourg-en-Bresse Cedex
Téléphone : +33 (0)4 74 50 31 80
Télécopie : +33 (0)4 74 23 53 05
Site internet : www.kpmg.fr

Association AIN APPUI

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022
Montants exprimés en EUR





Association AIN APPUI

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.1.1	Opération de fusion-crétion	5
3.1.2	Durée du premier exercice	5
3.1.3	Information au titre de l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur l'activité de l'association	5
3.1.4	Information au titre des éléments exceptionnels de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	7
4.3	Principales méthodes comptables	7
5	Informations relatives aux postes du bilan	8
5.1	Actif immobilisé	8
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
5.2	Actif circulant	10
5.2.1	Créances	10
5.3	Fonds propres	10
5.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	10
5.3.2	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	12
5.3.3	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	12
5.3.4	Subventions d'investissement	13
5.3.5	Provisions réglementées	13
5.4	Fonds dédiés	14
5.5	Provision pour risques et charges	16
5.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	16
5.6	Dettes	17
5.6.1	Dettes financières et autres dettes	17
5.6.2	Précisions sur d'autres dettes	17
6	Informations relatives au Compte de résultat	18
6.1	Résultats par activité ou établissement	18



6.2	Produits du compte de résultat	
		19
6.2.1	Produits de tiers financeurs	19
6.2.2	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	19
6.3	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	20
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	21
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	21

J.-J. BERTRAND**Commissaire aux Comptes**

865 chemin des Lazaristes - CS 70040

01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet de prévenir, accueillir, informer, orienter, accompagner, les personnes concernées par une perte d'autonomie ponctuelle ou permanente, les familles et les professionnels vers des solutions adaptées. Elle coordonne leurs parcours de vie dans le respect du libre choix et de la dignité en interne et/ou relais avec les acteurs et ressources du territoire.

L'association accompagne le parcours des personnes dans le champ du sanitaire, du social et du médico-social. Elle intervient à l'échelle du département de l'Ain à la demande des usagers et/ou des professionnels. Elle participe à la prévention, à la réflexion et à l'action publique de son domaine.

Elle innove et développe des actions sur la base d'un diagnostic de son territoire en s'appuyant sur :

- Une analyse approfondie des besoins et de l'environnement ;
- Une concertation forte et la coordination des parcours avec les acteurs ;
- Une évaluation permanente de son action ;
- L'information des professionnels comme du grand public ;
- L'accompagnement et la formation des professionnels.

Elle peut gérer un ou plusieurs dispositifs, financés par les pouvoirs publics ou par des dispositifs privés à but non lucratif.

L'association peut adhérer à des structures départementales, régionales ou nationales en lien avec son objet.

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association regroupe plusieurs dispositifs au service des personnes et des professionnels du territoire :

- Dispositif d'Appui à la Coordination de l'Ain : Le DAC vient en appui aux professionnels de santé et médico-sociaux faisant face à des situations complexes liées notamment à des personnes cumulant diverses difficultés. Il permet d'apporter des réponses adaptées et coordonnées entre les professionnels, quels que soient la pathologie, l'âge de la personne qu'ils accompagnent ou la complexité de son parcours de santé. Le DAC peut répondre aux demandes des personnes et de leurs proches pour faciliter leur parcours en apportant une réponse coordonnée à l'ensemble de leurs besoins.
- CLIC Bassin Burgien : Le CLIC s'adresse à toute personne de plus de 60 ans et à son entourage, aux aidants à la recherche d'information ou ayant besoin d'être aidés dans certaines démarches. C'est un lieu d'accueil, d'écoute et d'information, un lieu de coordination et de concertation, un lieu ressource pour les professionnels et les élus.
- Dispositif Incurie : L'objectif est de faciliter la coordination territoriale des professionnels ou structures intervenant auprès de personnes en situation Incurie. Trois missions sont confiées au dispositif Incurie :
 - Développer un maillage et une dynamique de coopération territoriale ;
 - Informer, sensibiliser sur la problématique d'incurie et les modes d'intervention ;
 - Venir en appui aux acteurs pour la prise en charge des situations d'incurie.
- Cellule de prévention : la Cellule de prévention des situations de détresse de la personne âgée s'adresse à toute personne de plus de 60 ans. Ses missions sont la prévention de la dépression et du suicide de la personne âgée, de l'aidant, le conseil et l'aide pour l'entourage, les personnes et les professionnels, et les actions de sensibilisation et de formation pour un meilleur repérage des situations de détresse.

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

3.1.1 Opération de fusion-crétation

Par le traité de fusion-crétation du 16 juin 2022, il a été convenu ce qui suit :

L'article 23 de la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé fait obligation à diverses structures d'intégrer un dispositif d'appui à la population et aux professionnels pour la coordination des parcours de santé complexes.

La loi précitée impose à ces organismes de fusionner au plus tard à la date du 25 juillet 2022. Cette obligation implique la fusion des associations AGBO, ADAG et Vilhop'Ain au sein d'une même entité unique « AIN APPUI » qui reprend les patrimoines des 3 associations.

La fusion convenue entre les associations parties du traité a pris effet le 1^{er} juillet 2022 après délibérations concordantes des assemblées délibérantes de chacune d'entre elles et arrêt des comptes séparés.

Le bilan d'ouverture correspond au bilan de chacune des 3 associations au 30 juin 2022 par transmission universelle de leur patrimoine.

3.1.2 Durée du premier exercice

Compte tenu de la fusion-crétation opérée en date du 1^{er} juillet 2022, le premier exercice court du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2022, soit un premier exercice de 6 mois.

3.1.3 Information au titre de l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur l'activité de l'association

L'association constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif sur son activité depuis le 17 mars 2020, et ne remet pas en cause la continuité de son exploitation.

3.1.4 Information au titre des éléments exceptionnels de l'exercice

L'association constate dans les comptes annuels présentés les produits exceptionnels significatifs suivants :

- Reprise produits constatés d'avance CD01 2019/2020/2021 : 71 414 € ;
- Abattement taxe salaires 2022 : 35 599 €.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.



4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 (modifié par le règlement ANC 2020-08) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Compte tenu de ses activités réalisées dans le secteur médico-social, l'association applique, en complément, le règlement ANC 2019-04.

La présentation des comptes est conforme à l'arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.

4.1.1 Changement de méthode comptable

Première comptabilisation des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires

La première comptabilisation des engagements en matière de pensions constitue un changement de méthode comptable.
Ce changement se traduit par la constatation d'un report à nouveau débiteur à hauteur de 17 065 €.

4.1.2 Changements d'estimation

L'application de la convention collective de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD – IDCC 2941) constitue un changement d'estimation de la provision des engagements de pensions en ce qui concerne les salariés de l'ancienne association VILHOP'AIN, qui appliquait la convention collective des centres sociaux et socioculturels (IDCC 1261).

L'impact sur les comptes de l'association AIN APPUI au 01 juillet 2022 se traduit par une charge d'un montant de 3 563 €.

4.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.



4.2 **Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 **Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1.



5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (1)	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	4 872	-	3 132	1 740
Immobilisations corporelles	154 386	15 737	10 348	159 775
Immobilisations financières	4 600	153	-	4 753
Total	163 858	15 890	13 480	166 268

(1) Cf 3.1.1



5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice (1)	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	4 594	278	3 132	1 740
Immobilisations corporelles	90 675	12 041	10 348	92 368
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	95 269	12 319	13 480	94 108

(1) Cf 3.1.1

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

5.2 **Actif circulant**

5.2.1 **Créances**

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres	4 600		4 600
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances clients et comptes rattachés	1 125	1 125	
	Autres	94 791	94 791	
Charges constatées d'avance		7 232	7 232	
TOTAL		107 748	103 148	4 600
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

5.3 **Fonds propres**

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.3.1 **Tableau de variation des Fonds propres**

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice (1)	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	90				90
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	327 348	28 033			355 381
Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée					-
Report à nouveau	717 127	52 539			769 666
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	293 430	41 987			335 417
Excédent ou déficit de l'exercice	80 572	- 80 572		8 440	- 8 440
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	41 987	- 41 987		81 597	- 81 597
Situation nette	1 125 137	-	-	8 440	1 116 697
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	10 009			2 217	7 792
Provisions réglementées	42 787				42 787
TOTAL	1 177 933	-	-	10 657	1 167 276

(1) cf 3.1.1



5.3.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.
- Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	17 065	451 314
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		335 417
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours		
• Charges et produits dont la prise en compte est différée		
Solde		769 666

5.3.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N
Résultat comptable	- 8 439
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)	
= Excédent ou déficit effectif global	- 8 439
Dont résultat effectif sous gestion propre	73 157
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 81 596



5.3.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice (1)	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	37 679			37 679
Quotes-parts virées au résultat	27 670		2 217	29 887
Montant net en fonds propres	10 009		2 217	7 792

(1) Cf. 3.1.1

5.3.5 Provisions réglementées

Notre entité gestionnaire comptabilise les provisions **réglementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

La provision pour couverture du BFR s'élève à 42 786 € au 31 décembre 2022.



5.4 **Fonds dédiés**

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice (1)	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	20 618		12 080			8 538	3 240
TOTAL	20 618		12 080			8 538	3 240

(1) Cf 3.1.1



5.4.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Montant total	Au début de l'exercice (1)	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Formation - 2019	9 500	3 240			3 240
Prestations dérogatoires – 2018	25 800	7 766		7 748	21
Prestations dérogatoires – 2019	25 800	2 350			2 350
Prestations dérogatoires – 2020	25 800	877			877
Prestations dérogatoires – 2021	25 800	2 050			2 050
Prestations dérogatoires – 2022	12 900	4 335		4 335	0
Total		20 618		12 080	8 538

(1) Cf 3.1.1



5.5 Provision pour risques et charges

5.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	17 989		17 989
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- Indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 62 ans ;
- Taux d'actualisation : 3,86 % ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1,50 % ;
- Taux de charges sociales : 49 % cadres / 40 % non-cadres ;
- La convention collective applicable est : IDCC 2941 - Aide à domicile, accompagnement, soins et services (BAD).

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission) : Les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche (secteur à mentionner).

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.



5.6 Dettes

5.6.1 Dettes financières et autres dettes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		60 949	60 949	-	-
Dettes fiscales et sociales		261 275	261 275	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes		15 290	15 290	-	-
Produits constatés d'avance		106 089	106 089	-	-
TOTAL		443 604	443 604	-	-

5.6.2 Précisions sur d'autres dettes

5.6.2.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice le poste s'élève à 106 089 € :

- Filière AVC : 41 825 € ;
- Filière Gériatologique : 57 815 € ;
- Filière Incurie : 225 € ;
- Hors filières : 6 224 €.



6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)	-	73 157,16
• Association	-	10 899,60
• CPSD	13 360,56	-
• CLIC		75 618,12
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)	81 596,93	-
• DAC	81 596,93	-
• Filières	-	-
Résultat de l'exercice	94 957,49	86 517,72

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

6.2 Produits du compte de résultat

6.2.1 Produits de tiers financeurs

6.2.1.1 Concours publics et subventions d'exploitation

Ce tableau présente les concours publics ou subventions perçus sur le 2^{ème} semestre 2022.

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Subvention DAC 2022		669 385			
Subvention ARS - Filières		68 150	117 485		
Subvention hors ARS		47 551	2 600		
Aides à l'emploi		2 666			

6.2.2 Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges

- Reprises sur provisions pour risques et charges : 6 115 € ;
- Transferts de charges de personnel : 23 465 €.

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX

6.3 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Nature de ces contributions : bénévolat ;
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier : nombre d'heures réalisées ;
- Méthodes de valorisation : coût horaire de 15 €.

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat – 347 heures	15 € / heure	5 205 €

J.-J. BERTRAND
Commissaire aux Comptes
865 chemin des Lazaristes - CS 70040
01002 SAINT-DENIS LES BOURG CEDEX



7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 0 € en 2022.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».



